

**LA FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS PROFESSIONNELS :
UN OBJET DE RECHERCHE ETHNOLOGIQUE À PART ENTIÈRE**
*THE CLOSURE OF PROFESSIONAL INSTITUTIONS: AN OBJECT OF
ETHNOLOGICAL RESEARCH IN ITS OWN RIGHT*
*O FECHAMENTO DE ESTABELECIMENTOS PROFISSIONAIS: UM
OBJETO DE PESQUISA ETNOLÓGICA LEGÍTIMO*

Anne Monjaret¹

Résumé: Les fermetures des lieux professionnels de tous secteurs d'activité appartiennent au paysage mondial. Mais ici Anne Monjaret a choisi de se pencher sur le cas français. Elle propose de prendre au sérieux cette thématique et d'en faire un objet de recherche à part entière. Partant de la littérature disponible sur le sujet et de ses propres expériences de terrain, elle met en évidence les caractéristiques qui permettent de comprendre et de reconnaître ce qui peut-être défini comme un processus, qui s'inscrit dans le temps, et dont le point culminant intervient dans l'événement ou le contre-événement qui marque la fin de l'activité d'origine, avant une destruction, un total abandon ou une requalification (culturelle, patrimoniale, etc.) du lieu.

Mots-clés: Fermeture. France. Mouvements sociaux. Patrimoine. Rituel.

Abstract: The closure of workplaces in all sectors of activity is part of the global landscape. However, here Anne Monjaret chose to dwell on the French case. She proposes to address this issue in depth and makes it an object of research. Starting from the available literature on the subject and her own field experiments, she makes salient the characteristics allowing the understanding and recognition of what can be defined as a sustainable process whose climax is in the event or counterevent which marks the end of the original activity.

Keywords: Plant closure. France. Social movements. Heritage. Ritual.

Resumo: O fechamento de locais de trabalho em todos os setores de atividade faz parte da paisagem global. Porém, aqui Anne Monjaret escolheu se debruçar

¹ Directrice de recherche-CNRS en ethnologie et sociologie, rattachée au IIAC- équipe LAHIC ((UMR 8177 - EHES-CNRS-Ministère de la Culture et de la Communication), Présidente de la Société d'Ethnologie Française (SEF). Email : anne.monjaret@ehess.fr

sobre o caso francês. Ela propõe abordar essa temática em profundidade e fazer dela um objeto de pesquisa. Partindo da literatura disponível sobre o tema e de suas próprias experiências de campo, ela ressalta as características que permitem compreender e reconhecer o que pode ser definido como um processo duradouro cujo ponto culminante está no evento ou contraevento que marca o final da atividade de origem, antes de uma destruição, de um total abandono ou de uma requalificação (cultural, patrimonial, etc..) do lugar.

Palavras-chave: Fechamento de fábrica. França. Movimentos sociais. Patrimônio. Ritual.

Fermetures, délocalisations, relocalisations, patrimonialisations, destructions et abandons d'anciens sites industriels, etc. appartiennent à l'actualité mondiale. Il n'y a pas un jour où les médias n'évoquent pas dans leur rubrique Société, Economie ou Culture, ces phénomènes, fruits des mutations et des crises économiques. Du macro au micro, du local au global, les analyses des spécialistes à ce sujet se font des plus pointues et des plus diverses.

En France, au tournant des années 2000, un intérêt grandissant s'observe sur ces questions sociales. Les travailleurs concernés de près ou de loin par ces situations de rupture, les représentants d'associations de salariés d'entreprise qui ont fermé ou encore les syndicalistes y sont particulièrement sensibles. Des artistes y trouvent des sources d'inspiration et d'engagement. Des écrivains et des journalistes restituent la parole de ces travailleurs licenciés, un monde en voie de disparition, et surtout, nous offrent un témoignage, leur témoignage, souvent militant, au fil des pages de leur roman (Auby, 2002; Filipetti, 2003; Mordillat, 2005) ou de leur récit (Goux, 1986; Lempereur, 1996; Larose et *alii.*, 2001 ; Martin, 2001 ; Magloire, 2002; Farjardie, 2003; Bon, 2004). Pour leur part, des cinéastes ou documentaristes², des photographes³ s'emparent du phénomène en proposant leur regard. Les initiatives se développent⁴.

² Voir pour une analyse de ces films : Mariette, 2005 ; Moucharik, 2008.

³ Les friches industrielles ont largement inspiré les photographes ; nous retenons ici le travail du jeune photographe, Yann Maury, sur les démolitions des usines Renault Billancourt sur l'île Seguin, bastion ouvrier de l'industrie automobile française (Mauris, Leyris, 2005). Certains ont suivis le déménagement d'un service de l'État, mais ils sont rares encore à s'être aventurés dans ces lieux institutionnels (Desaleux, Langumier Martinais, 2012).

⁴ Débats autour de films, rencontres, colloques sont organisés. Ainsi, en 2005 se sont tenues à Nantes des rencontres sur le thème « Fermetures de boîtes... et après ? ». Soulignons que la Maison des Hommes et des techniques a été mise en place par d'anciens salariés des chantiers navals de cette même ville, après leur fermeture. Elle semblait donc toute désignée pour accueillir ces rencontres (Maison des Hommes et des techniques, 2007).

C'est ainsi que les restructurations, les fermetures, les délocalisations occupent le devant de la scène publique.

Mais qu'en est-il des travaux des chercheurs en sciences humaines et sociales, et en particulier des ethnologues et des sociologues sur cette thématique? S'il existe des études de cas sur la mémoire des lieux, le patrimoine industriel, si le thème de la fermeture des sites ou des établissements professionnels, souvent industriels est évoqué dans des rendus monographiques ou descriptifs des contextes sociaux et économiques d'une région, ce thème n'est pas, à proprement parler, traité pour lui-même dans les recherches consultées. Il apparaît parfois comme argument secondaire ou soutien à une démonstration sociologique plus vaste. Il n'est pas central dans leurs travaux, il serait même plutôt un "incident". Étudiant la mémoire du travail ou encore la vie des salariés au travail plus que le fait social qui nous intéresse, leur "terrain" les a conduits incidemment à vivre, à être les témoins ou à rencontrer les acteurs ou les sujets de ce type de situation.

Si certains chercheurs ont commencé à en débattre, se focalisant principalement sur les mondes industriels⁵, ce n'est qu'en 2005 avec la sortie d'un numéro de la revue *Ethnologie française* qu'une réflexion globale a été entamée sur ce qui caractérise socialement et symboliquement les fermetures d'établissements professionnels (Monjaret, 2005b et c). A l'époque, si les mondes ouvriers trouvent un écho favorable auprès d'un public avisé, reflet d'une tendance générale à un "retour sur la condition ouvrière" (Beaux, Pialoux, 1999), Anne Monjaret choisit de consacrer ce numéro à toutes sortes de milieux professionnels du secteur privé et public. Il faut le rappeler : ce ne sont pas seulement les usines qui ferment ou connaissent des restructurations. Elle cherche ainsi à faire ressortir au mieux les caractéristiques communes de ce phénomène social et les différentes manifestations qu'il suscite.

Chaque fermeture a certes son destin propre, ses motifs et son histoire : l'inscription locale (rurale ou urbaine) des établissements ou leurs ramifications internationales, la spécificité de la politique de management et des mutations technologiques qui les touchent, en font une expérience singulière. Mais elle reproduit des mécanismes partagés à toutes les fermetures. Que se passe-t-il donc quand un établissement s'apprête à fermer ses portes? Qu'en est-il du devenir des hommes et des choses? comment décrypter plus finement le sens social de la "fin" d'un lieu professionnel?

⁵ En 2013, des journées d'étude interdisciplinaires « Fermetures d'usines. Sociologie politique de la désindustrialisation » ont eu lieu à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. On pourrait bien sûr en mentionner d'autres.

Cet article⁶ se propose de revenir sur les aspects de ce processus, du moins d'en apporter un premier aperçu. Et surtout il cherche à montrer l'intérêt d'un tel objet de recherche. Pour ce faire, il présente un état de l'art de la littérature française, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité et s'appuie sur des cas de terrain en France. Il vise à mettre en lumière, à travers l'ethnographie de ces cas toujours bien contextualisés, les attitudes et les représentations des acteurs, ouvriers ou employés, parfois syndiqués, leur vécu et leur ressenti⁷, face à la "fin" inéluctable de leur lieu de travail et aux conséquences identitaires qui en résultent. Il s'agit aussi de décrire les "actions sociales et symboliques" qui en découlent, comme les enjeux sociaux, économiques, politiques et patrimoniaux qui guident ces actions. En d'autres termes, il s'agit de "déconstruire la construction" du phénomène, de l'événement qui en découle (ou du "contre-événement" voire du "non-événement"), celui qui marque la rupture, refoulée ou cultivée, oubliée ou mémorisée.

AU FIL DES MUTATIONS INDUSTRIELLES ET ÉCONOMIQUES EN FRANCE

Hier, la fermeture des mines, des industries textiles du Nord et des sites des bassins houillers de Lorraine annonçait une crise, le déclin d'activités industrielles, et plus sûrement une mutation économique. Ces fermetures de mono-industrie à fort ancrage communal et régional ont eu des conséquences sociales sans précédent sur la population locale, modifiant les données du marché de l'emploi et restructurant parfois le paysage du territoire. Les cheminées d'usine ont progressivement disparu des campagnes et des villes, signifiant clairement la fin de ces activités. Il reste néanmoins des traces symboliques et matérielles, des témoignages qui cristallisent les mémoires professionnelles et territoriales et des représentations du fait de peintres, de graveurs ou de photographes, etc. Ces fermetures annonçaient aussi des ouvertures, le déploiement d'activités inédites dans les secteurs, secondaire et tertiaire, grâce, entre autres, à l'essor des technologies de pointe.

⁶ Cet article reprend majoritairement les données et résultats présentées dans l'introduction « Quand les lieux de travail ferment... » parus dans le numéro de la revue *Ethnologie française* consacrée aux « Fermetures : Crises et reprises », que nous avons dirigé en 2005. Il revient de fait aussi sur les articles publiés dans ce numéro, tout en réactualisant les références bibliographiques et apportant de nouveaux éléments à la réflexion d'alors.

⁷ En effet, les analyses s'attachent davantage aux points de vue des salariés, ceux du bas de l'échelle hiérarchique qu'aux points de vue des dirigeants, ceux du haut de l'échelle, comme le pointait Marie Buscatto dans sa lecture critique du numéro « Fermetures : crises et reprises » (Buscatto, 2006).

Aujourd'hui encore, les ouvertures d'entreprise n'ont jamais cessé, compte tenu de l'expansion de certains marchés et des nouvelles configurations économiques, - celles de musée sont assez exemplaires - mais nous assistons toujours à des fermetures d'établissement, définitives ou suivies d'une délocalisation, qui touchent les secteurs tant privé que public.

Les entreprises Rhodiacéta, Cellatex, Metaleurop, Moulinex, Alcatel et bien d'autres, mais aussi les magasins Mark & Spencer, les hôpitaux Broussais, Laennec et Boucicaut (Monjaret, 2001a, 2005a, 2008, 2014a ; Pouchelle, 2005, 2007) ou le Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (Monjaret, Roustan, Eidelman, 2005 ; Monjaret, Roustan 2013) sont autant d'exemples contemporains qui soulignent l'importance et l'étendue du phénomène, la variété des milieux professionnels affectés, les profonds changements économiques, sociaux et culturels assortis des enjeux politiques qu'a connus et connaît la société française. Mais on peut dire que les établissements qui ferment, ancrés dans une profondeur historique, ont en commun d'avoir "fait leur temps".

Impossible de rester détaché face à de tels bouleversements, de passer à travers les mailles du filet économique, sans s'interroger sur les effets de ces fermetures, dont la visibilité toujours plus prégnante est maintenue grâce aux médias.

DE LA MISE EN FERMETURE À LA MISE EN PATRIMOINE : IMPLICATION DES ETHNOLOGUES

Face à de telles situations, le chercheur ne peut rester indifférent ; de ce fait, il est régulièrement conduit à répondre à des demandes institutionnelles, syndicales ou associatives (Monjaret, 2001a, 2005a, 2014a ; Malsan, 2001 ; Linhart et *alii*, 2004 ; Eidelman et *alii*, 2002, 2003). Sollicité pour un diagnostic social ou mémoriel voire patrimonial, pour un inventaire, pour une publication, il intervient selon les cas avant ou/et après la fermeture.

Lors de la fermeture d'établissement, il arrive qu'il soit impliqué dans une démarche d'accompagnement voire de travail de deuil (Monjaret, 2001a).

Alors l'ethnologue se sent en porte-à-faux dans cette situation pour le moins étrange de "présence/absence" : ces terrains d'enquête plus que tout autre sont des "terrains minés". Se trouver confrontés à des faits de disparition sans que cette confrontation constitue nommément l'objet d'étude, sans disposer d'outils théoriques pour y faire face, met ces chercheurs dans une position de clivage quasi-insoutenable. On la trouvera exprimée dans la distinction faite par les uns et les autres entre position "officielle" et position "humaine (Garçon et alii, 2002 : 2).

Dans ce type de situation, le chercheur se retrouve, lors de son enquête, tirailler entre deux logiques temporelles apparemment contradictoires : une logique de l'urgence (celle de la prestation avant une fermeture) et une logique de la durée (celle de l'enquête ethnographique) (Monjaret, 2014a).

Quand la fermeture fait partie déjà de l'histoire, que les traces matérielles s'effacent, il arrive aussi que le chercheur participe à une résurgence mémorielle, puis à la patrimonialisation de ces lieux absents de la géographie urbaine ou rurale. On pense aux travaux récents sur les mondes du textile (Lafaye, 2005) ou de la confection (Dessajan, 2010). Cette participation conduit l'ethnologue (le sociologue ou l'historien) à être contributeur, acteur indirect, garant scientifique du projet de patrimonialisation, etc., autant de postures qui varient selon les contextes. On pourrait dire que le chercheur se retrouve aux prises avec des logiques politiques locales dont il ne maîtrise pas toujours les enjeux, pris également dans une dynamique de valorisation d'un patrimoine, par exemple une usine désaffectée, dont il ne mesure pas toujours le rôle qu'il joue ou que le commanditaire lui fait jouer. Il est à la fois intérieur et extérieur au projet.

C'est à la suite de plusieurs études commanditées que le besoin d'une prise de distance pour traiter le sujet de la fermeture s'est, quant à nous, formalisé, avec le projet de comparer diverses situations. Il nous fallait le conduire en faisant de "la fermeture" un objet de recherche à part entière.

LE TEMPS D'UN LIEU, AU RYTHME DE LA FERMETURE

S'intéresser à la fermeture des lieux du travail et aux mécanismes de changement qu'elle suppose et entraîne, concrètement, ne signifie pas noircir le paysage économique français, mais bien en saisir l'une des facettes. On le sait, il y a aussi des entreprises qui ouvrent. Les fermetures ne sont pas uniquement synonymes de destruction, de disparition, elles renvoient conjointement à l'idée de transfert, de redéploiement, de reconstruction, de rénovation, d'innovation, etc. Elles prennent des formes diverses (fermeture définitive avec liquidation totale ou partielle,

restructuration, rachat par un nouvel acquéreur, délocalisation, etc.), l'ancien engendrant le nouveau (Sévérac, 1999 ; Hottin, 2004), la fermeture, l'ouverture. Fermer/ouvrir, un mouvement qui incite Marie-Christine Pouchelle à proposer une phénoménologie du verrouillage dans le cadre de son analyse concernant le transfert à Paris de trois hôpitaux pavillonnaires dans une structure dite de monobloc, tout en affirmant que cette phénoménologie s'applique de même au monde hospitalier en général (2005).

La fermeture est faite également de progressions temporelles et factuelles, avant d'atteindre la "ligne de partage" qui l'impose comme événement, situable sur un calendrier, et induit le surgissement puis la nouveauté (Bensa, Fassin, 2002). La question du temps est transversale à l'ensemble des réflexions menés sur ce type de phénomène. Elle pose celle de son élasticité. En effet, le temps de la fermeture peut s'étirer des années durant, comme ce fut le cas pour Broussais, Boucicaud et Laennec, hôpitaux parisiens (Monjaret, 2001a), pour l'usine Chausson de Creil (Linhart et *alii*, 2004, p.33). Les rumeurs peuvent aller bon train. Elles appartiennent à l'histoire de l'établissement : projet de délocalisation ou vagues de licenciements sonnent l'alarme et pourtant rien n'y fait, les salariés en parlent mais n'y croient pas. L'annonce officielle n'y fait rien non plus. L'ambiance peut cependant devenir délétère, l'engagement au travail de moins en moins facile. Seule la cessation effective des activités porte le coup fatal et douloureux. Jusque-là, la fermeture apparaît comme "chronique", telle une maladie, habite les personnels qui nient cette destinée, malgré l'épée de Damoclès.

Nous aussi, nous mourions sans réellement l'admettre, sans que la communauté entière s'en aperçoive et qu'elle en prenne acte, à petit feu depuis des années...(...) Nous étions des morts en sursis, ces hommes et femmes suspendus à une fin programmée, (...), témoigne une ancienne ouvrière de chez Moulinex (Magloire, 2002 : 154).

Savoir ou ne pas savoir, le flou est entretenu. D'ailleurs, le mensonge est parfois savamment orchestré pour maintenir cette opacité. Il appartient aux stratégies des directions qui cherchent à prévenir les conflits (Charrasse, Deshayes, 1988, p.171 ; Linhart et *alii*, 2004 : p.17, p.63-91) ou à apaiser les tensions, comme dans les Houillères du bassin de Lorraine :

Depuis de nombreuses années, l'objectif premier de l'entreprise n'est plus la production de charbon mais l'apaisement des tensions liées à la fermeture : on parle parfois de "charbon social" pour désigner cette nouvelle rationalité entrepreneuriale (Roth, 1999 : 72).

À chaque établissement, son dispositif, ses manières de faire : accompagnement ou "désengagement programmé". Mélanie Roustan, Jacqueline Eidelman et nous-même (2005) soulignons que les agents du Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie qui voient l'établissement dans lequel ils travaillent se préparer à fermer ses portes, se plaignent d'un manque de transparence de la part de leur tutelle, attitude institutionnelle qui accentue l'incertitude de l'avenir. Le personnel se retrouve ainsi en situation de fragilisation et donc, de précarité (Paugam, 2000) : il faut encore attendre, "attendre l'extrême pour voir la réalité en face" (Linhart et *alii.*, 2004 : 77).

Vient le moment d'y croire, le temps de la préparation (des inventaires, des objets conservés ou jetés, des cartons), le temps des réactions et des actions parfois violentes, le temps de laisser les clés sous la porte, et plus tard encore celui de contempler la destruction des installations, comme celle des usines Renault sur l'île Seguin, que le photographe Yann Maury (Maury, Leyris, 2005) a saisie et suivie ou celui d'agir pour l'édification d'un musée ; enfin, le temps du souvenir ou de l'oubli. La fermeture, ressource inépuisable, semble ne jamais finir, s'éternise bien après l'évacuation des locaux de travail ; elle est à la jonction du passé, du présent et de l'avenir, oscillant entre rupture et continuité. "La recherche d'une continuité dans le temps soigne les blessures de la rupture dans l'espace" (Hottin, 2004, p.167), mais les blessures sont si vives qu'elles n'effacent pas la perte, perte d'un lieu, perte d'un emploi et "perte de soi".

DES IDENTITÉS BRISÉES AU NOM DE L'ÉCONOMIQUE

Ces multiples pertes affectent aussi bien les ouvriers de l'automobile, du textile, de la sidérurgie ou de la mine que les agents d'état et les contractuels exerçant à l'hôpital ou au musée, les professionnels de la Bourse, du music-hall et d'autres secteurs encore. Comme nous le précisons précédemment, en prenant en compte un large spectre des mondes professionnels, nous étendons les débats sur les conditions au travail, cantonnés jusqu'à présent à celles des salariés licenciés de l'industrie.

Dans les cas qui nous intéressent, les personnes ont souvent en commun d'avoir fait leur carrière dans un même établissement. Et leur attachement au lieu et aux gens n'est pas le seul fait de la durée de présence en son sein, il est également celui de la

densité, de l'intensité des relations, amicales et conflictuelles au point de s'y identifier, de faire corps avec les murs : "(...) Nous sommes les murs de cet hôpital, or les murs d'un hôpital transparent la souffrance et la sueur", disent Claude de La Genardière, Isabelle Marin, Dominique Senasson (2002, p.150) à propos de l'hôpital Laennec. Nous retrouvons l'expression de ces sentiments sur d'autres terrains, par exemple hospitaliers (à Boucicaut ou à Broussais (Monjaret, 2001a ; Pouchelle 2005)) ou muséaux (au MAAO (Monjaret, Roustan, Eidelman, 2005)). "Les murs ne sont jamais uniquement des murs". Les lieux portent l'identité de leurs occupants, ils matérialisent leur statut, autant que les objets professionnels et intimes, mobiles ou immobiles qui seront parfois récupérés pour soi (Monjaret, 2001a). C'est ce qu'a pu constater Nadège Séverac lors du déménagement d'un Centre de linguistique appliquée à Besançon (Séverac, 1999, p.80-81).

L'adieu aux anciens locaux n'est pas chose facile, et ce, même si leur fermeture est associée à leur vétusté. Le marquage du territoire semble nécessaire, d'autant plus nécessaire que le personnel est amené à quitter définitivement les lieux dans lesquels il y a conduit sa carrière. Marie-Christine Pouchelle insiste sur ces traces écrites (Pouchelle, 2005). Slogans tel le fameux "non à la fermeture", mots de contestation, graffiti et signatures plus personnels, imprègnent les murs et les corps (Magloire, 2002, p.161), annoncent la fin. Ces cris de nostalgie, ces mots d'adieu (Garçon et *alii*, 2002, p.3) ne suffisent pas à certains qui préfèrent se lancer "à corps perdu dans l'action pour tenter d'empêcher l'irréparable" (Linhart et *alii*, 2004, p.13).

Le désarroi des personnels s'affirme et la crise semble prendre alors de l'ampleur. La logique technocratique qui valorise le capital s'impose au détriment des logiques industrielles et humaines. "Plus-values pour les uns, chômage pour les autres" disent en d'autres termes Michel Kokoreff et Jacques Rodriguez. "Ainsi, croissance des entreprises et plans sociaux ne sont pas antinomiques : ils participent au contraire de la dynamique même du capitalisme" (Kokoreff, Rodriguez, 2004, p.82). Le secteur public n'échappe pas non plus à ces logiques. On peut fermer un musée au moment où il connaît une augmentation de ses visiteurs, comme ont pu le pointer Anne Monjaret, Mélanie Roustan et Jacqueline Eidelman à propos du MAAO.

Dès lors, la fermeture est vécue par les salariés licenciés ou mutés comme violence institutionnelle, d'autant plus fortement que le travail reste une des valeurs fondamentales de notre société. Françoise Lafaye, qui a fait "replonger", par son enquête ethnographique, les professionnels du textile dans leur passé volontairement oublié, interprète cette pratique de clôture comme une "situation de domination ultime" (Lafaye, 2005, p.712). Michel Kokoreff et Jacques Rodriguez parlent des "sacrifiés au nouvel esprit du capitalisme", des "licenciements boursiers" (2004, p.76,

p.81). Ce qui est sûr, c'est que, quelles que soient les circonstances, cette cessation des activités entraîne une rupture de contrat, poussant, en général, les salariés à réclamer une réparation, un juste dédommagement⁸. Le temps du sacrifice au travail est remplacé par celui du sacrifice sans travail qui annonce une perte des savoir-faire et des savoir-être, parfois une rupture de salaire et une progressive désaffiliation familiale et sociale.

(...) comme pour les salariés que les entreprises remercient sans ménagement, les acquis de socialisation et le socle d'expérience ou de convictions qui guident les comportements individuels entre en dissonance avec les évolutions de la société et se trouvent invalidés (Kokoreff, Rodriguez, 2004, p.83).

La fracture identitaire est inévitable, parfois avant même la fermeture définitive, la période de chômage ou de changement d'affectation. Serge Paugam, connu pour ses analyses de la pauvreté et de l'exclusion, a bien montré que, pour les personnels, la menace suffit à engager le discrédit, la "crainte permanente d'être désavoués, humiliés par une nouvelle sanction sans appel" (2000, p.200), de subir le regard d'autrui, celui des membres de la famille aussi. L'après fermeture signe l'ennui (Burgi-Golub, 2002), l'obligation de "faire table rase" (Linhart et alii, 2004, p.119) : les cabinets de reclassement demandent aux ouvriers et aux ouvrières de tirer un trait, sans doute trop brutalement, sur leur passé, seule condition stipulent-ils pour avancer. Mais, lorsque l'on est amputé du passé et privé d'avenir, la situation - nombre d'auteurs l'ont remarqué -, n'est pas soutenable : "Il n'y a plus que le vide, le manque total d'une occupation un peu chargée de sens" (Lazarsfeld, Jahoda, Zeidel, 1988 cité par Linhart et alii, 2004, p.24, note 14) ; le "désœuvrement" dit Noëlle Burgi-Golub (2002) qui a interviewé d'anciennes ouvrières de chez Levi's ; un "anéantissement" conduisant à la perte de soi, confirment Danièle Linhart, Barbara Rist et Estelle Durand, par leurs travaux sur l'usine Chausson à Creil.

Le vécu est transposé, transfiguré en clauses juridiques, conventionnelles ; il est dépecé, saucissonné à travers les bilans de compétences, les prises en charge par les sociétés de reconversion, nié par les indemnités financières censées apurer les dettes et remettre les pendules à zéro. (Linhart et alii, 2004, p.14).

Ainsi, "L'action qui fait advenir l'événement fend le glacis des routines" (Bensa, Fassin, 2002, p.11), mais brouille les identités, oblige à une reconversion, à une

⁸ Dans son ouvrage paru en 2001, Sylvie Malsan, étudiant le plan de reconversion de l'usine Alcatel à Cherbourg, montre comment les ouvrières considèrent que l'entreprise doit payer sa dette.

reconstruction, à une réadaptation qui impliquent une prise en charge institutionnelle des salariés.

ACCOMPAGNER... LE PASSAGE

L'accompagnement, contribution sociale et morale, qui sert aussi à éponger les dettes, prend plusieurs formes, allant du plan social aux portes ouvertes en passant par la démarche patrimoniale. Aide au redéploiement ou au reclassement, il est parfois vécu par les personnels comme un autre instrument de contrôle et, bien que "bon", il ne suffit pas toujours à se reconstruire (Linhart et *alii*, 2004).

Les portes ouvertes, quant à elles, appartiennent au dispositif "événementiel" que Jean-Louis Tornatore place du côté de l'"*événement ritualisé*" (2004, p.96) et sur lequel il revient en 2005 à partir de l'exemple d'une dernière "coulée" en Lorraine. Il insiste sur le souci d'affirmer la prise en main des destinées de tous par une prise en main très symbolique de l'usine et le refus de céder passivement à la symbolique de l'enterrement (2004, p.92). Hommage et adieux officiels (Charrasse, Deshayes, 1988, p.182), "dernière visite à la mourante" (Lecherbonnier, 2002, p.111) ouverte à la famille et plus largement au public, ces actions sont en quelque sorte un ensemble de rites de passage institutionnels, lors desquels les personnels rejouent parfois l'histoire de leurs lieux de travail (Monjaret, 2001a). Cette mise en exposition qui présente "un aspect spectaculaire inhabituel" -explique Jean-Louis Tornatore - peut être interprétée comme un "rituel de re-présentation" durant lequel, dans le cas de la sidérurgie, un lien s'opère entre le monde industriel et celui du spectacle (2004, p.90).

Plus modestement, expositions, photographies, ouvrages ou films sont autant de productions à visée mémorielle et patrimoniale qui complètent le dispositif institutionnel de clôture et répondent au devoir de mémoire (Roth, 1999 ; Monjaret, 2001a, 2005a). Pourtant, ces manifestations culturelles officielles n'emportent pas l'adhésion de tous les participants (Lecherbonnier, 2002, p.111), et ce, même si elles contribuent, explicitement ou implicitement, au travail du deuil. La culture et ses expressions permettent donc de tourner la page autant que de se tourner vers l'avenir. Aux propositions culturelles de l'institution répondent celles des salariés et/ou des syndicats fondées sur l'idée de résistance et de reconstruction.

CULTURE DE LUTTE, CULTURES POUR LA LUTTE

Il s'agit d'un traitement culturel de la crise qui prend forme à travers des "productions" - dirait Noëlle Gérôme (1984) -, des "actions" - préfère Jean-Pierre

Hassoun - sociales et symboliques (2005). Ces initiatives collectives autonomes ou syndicales renvoient à la colère, l'amertume, le dénuement de ceux qui se sont sentis ou se sentent floués. Gérard Sautre apporte une explication à de telles initiatives qui, attribuées à l'univers minier, pourrait s'appliquer à d'autres univers professionnels :

La mort de la mine, la disparition d'un métier, le déclin d'une collectivité sont des moments favorables à la transformation des activités "vulgaires" en actes culturels, et au transfert de la créativité en dehors des lieux de production dans des univers élargis. Ce type d'action veut faire vivre, sur le mode symbolique et artistique, des pratiques vouées à disparaître. (...) Les racines servent alors à la création individuelle et collective et participent de ce mouvement de réappropriation de la culture par les acteurs eux-mêmes (1994, p.67).

Les dernières séances sont mises en acte et surtout mises en scène.

Dans ce contexte de crise, les mouvements de grève qui se traduisent, entre autres, par l'occupation des locaux, des piquets de grève et des manifestations contestataires à l'extérieur de ces derniers avec distributions de tracts appartiennent à une tradition ouvrière de lutte. Une ouvrière de chez Moulinex se rappelle avoir bloqué avec ses collègues, en 2001, l'entrée de l'usine avec "un mur de flammes" (Magloire, 2002, p.152-553). Ceux de chez Daewoo ont fait de même, jouant au propre et au figuré avec le feu (Bon, 2004, p.141). La fumée a recouvert les lieux d'un voile en demi-deuil jusqu'à sa dissipation complet ; sur le sol, seul un cercle noir demeure, trace visible de ce feu de lutte (Bon, 2004, p.137, p.164). Nicolas Renahy revient sur ces événements qui ont aussi touché une usine de campagne, sur les luttes intestines qu'ils ont provoquées (tous les ouvriers n'y adhérant pas), indiquant que ce mouvement signe la fin d'un syndicalisme (Renahy, 2005). Mais ce ne sont pas uniquement les ouvriers qui s'expriment ainsi. Loin de là, l'exemple développé par Jean-Pierre Hassoun le prouve: l'auteur analyse les grèves qui ont suivi l'annonce de la fin de l'un des marchés à la criée de la Bourse de Paris et en spécifie leur contexte d'émergence, en particulier la volonté de négocier des indemnités (Hassoun, 2005).

Il arrive que le contexte se fasse plus violent ; en 2002, le personnel de chez Daewoo a séquestré le patron (Bon, 2004). Cette violence, réelle et symbolique, semble répondre à celle de l'institution et manifeste les tensions, l'émotion. Actes de désespérance, ils peuvent prendre des formes extrêmes ; d'autres appartiennent à la culture ouvrière et aux rites de passage : on fait disparaître les meubles, les outils, les vêtements de travail qui n'ont plus lieu d'être puisqu'ils ne serviront plus, ainsi que le remarque Yannich Lecherbonnier :

Des gestes plus symboliques ont également accompagné les dernières heures de la SMM. Lorsque ferment définitivement les ateliers, les ouvriers brûlent leurs équipements, dans une coulée d'acier pour les fondeurs du haut fourneau, dans un feu allumé à cette occasion par les ouvriers du train à fil et où les armoires de plans, consignes techniques et procédures informatiques rejoignent bientôt les tenues de travail. (2002, p.111).

Mais on peut respecter la machine. Toutefois, les mœurs changent et le rapport aux outils de travail également. Ce qui avait un sens pour soi et ses compagnons de travail, ce qui était entrepris pour marquer la fin entre soi par un geste de clôture prend une autre dimension ; les actes de la rupture s'affichent pour les autres. Ces actes contribuent précisément aux nouveaux langages de la lutte comme nombreux ouvrages le relatent :

Selon cette tradition, "l'outil de travail" ne peut survivre à la disparition de ses hommes qui, au besoin, le rendront inutilisable ou tenteront, par des pratiques de sabotage, de porter atteinte au groupe industriel propriétaire de l'usine" (Tornatore, 2004, p.93). L'atteinte doit être plus forte. Les salariés "comprennent bien qu'ils représentent un monde attaqué ; la preuve est qu'ils développent des actions modernes et en rupture avec les pratiques ouvrières de l'époque fordiste (Linhart et alii, 2004, p.23).

Bien que désapprouvés par la plupart des salariés, les vols et les pillages existent (Fajardie, 2003, p.56, p.60). Ces actes de malveillance, voire de vandalisme, ne sont toutefois pas à associer à ceux de la contestation, qui utilise d'autres moyens, détruisant les biens plutôt que de se les approprier. Ainsi, dans le cas de Chausson,

cela ne s'est pas fait sans une succession importante d'événements qui ont suivi notamment l'annonce de la fermeture. Violentes manifestations, saccages, destructions de matériel, occupation de lieux hautement symboliques comme la Bourse, la préfecture, invasion d'un plateau de télévision au moment des actualités de 20 heures, union syndicale, nomination d'un médiateur.... (Linhart et alii, 2004, p.34).

La menace de destruction peut aller plus loin, s'apparentant à un acte terroriste, sans pour autant être mise à exécution, l'idée étant d'être pris au sérieux, d'alerter les médias qui ont une place centrale dans la construction de la fermeture en événement publicisée (Bensa, Fassin, 2002).

À ce stade — précise une “Moulinex” — nous ne jouions plus les figurants d’un film de seconde zone, nous avons allumé la mèche, carbonisé un entrepôt de stockage en guise de première sommation.... Nous n’étions plus relégués au rang de brèves, nous occupions les manchettes, Les Moulinex ont installé sur les toits de leur usine une bonbonne de gaz fixée à des bidons d’acétylène et d’acide sulfurique.... À la Une, Du fric sinon Boum !... Achetez, vendez, nous jouions avec les mêmes armes, nous nous conformions à la réalité subtile de l’événementiel, nous vivions sur le mode terroriste de l’actualité, comme l’avait clamé un de ces chroniqueurs mondains... (Magloire, 2002, p.158-159).

Il s’agit en outre pour ces salariés et pour tant d’autres concernés par les fermetures, de montrer qu’ils ont refusé “de se faire écraser, même se sachant condamnés” (Bon, 2004, p.160). L’usine est prise en otage et devient l’arme des négociations. Avec des bulldozers ou des tonneaux de sodium à l’eau, les ouvriers de Metaleurop créent le spectacle (Fajardie, 2003), quitte à déplaire aux écologistes. Ceux de Cellatex y sont pour quelque chose :

Quand, à Mont-Saint-Martin, des ouvriers cagoulés avaient convoqué des journalistes pour leur montrer comment ils pouvaient déverser dans la Meuse le contenu de leurs cuves d’acides, on avait parlé de Cellatex que tout le monde avait encore en tête (Bon, 2004, p.134-135).

Ces actes sont pris pour exemple et reproduits.

Malgré ces mouvements, la journée de clôture ne peut être contournée. Elle évoque la “dernière séance” pour ceux qui travaillaient au Palais Brongniart, décrite par Jean-Pierre Hassoun (2005) ; la “dernière revue” pour celles et ceux des *Folies-Bergère* dont nous parle Francine Fourmaux (2005) ; la “dernière coulée” pour les sidérurgistes que Jean-Louis Tornatore (2005) a rencontrés. Ce jour-là, les pratiques ont des allures de rituel, “rites de la crise” (Charasse, Deshayes, 1988), conflictuels ou iréniques. Elles sont en concurrence ou du moins tranchent avec celles organisées, pour certains salariés imposées, par l’institution. Francine Fourmaux montre qu’au music-hall, le spectacle est alors “dans le spectacle”. L’expression du mécontentement, bien que minime, est présente grâce à un jeu d’inversion, de dérision, de transgression des tableaux et des rôles, jeu que l’on retrouve à toutes les dernières de revue, mais qui, en ces circonstances particulières, signale, ne serait-ce discrètement, la fin d’un lieu de vie plus que d’un genre ou d’un monde (Fourmaux, 2005) .

Les rites de fermeture, s’ils sont des rites de crise, sont surtout des rites de la fin (Monjaret, 2014b), comme Anne Monjaret a pu l’observer dans des hôpitaux parisiens (Monjaret, 2008). Euphémisme de la mort, supposent David Charasse et Jean-Louis Deshayes (1988), analogie ou plus sûrement métaphore funèbre. Les ouvrières de

Moulinex n'ont-elles pas décidé en 1996 de se coucher par terre dans un silence de mort : "Ils ont fait les morts, tout l'après-midi. (...) Il y a surtout des femmes. (...) Il y a en a d'autres qui ne cherchent aucun confort et se tiennent toutes droites, raides mortes, la bouche crispée, serrée, presque invisible, le visage tourné vers le haut, avec les yeux clos, comme si elles étaient dans un cercueil" (Auby, 2002, p.5-6) ; ce cercueil au centre d'une scène joyeuse et arrosée qui s'est déroulée à la Bourse en 1988, et que nous décrypte Jean-Pierre Hassoun (2005) à partir d'un document filmique ; ce cercueil ou ce "simulacre" de cercueil dans lequel est placé un mannequin à l'effigie du fondeur, lors de la fermeture du dernier haut-fourneau à Longwy en 1987; ce cercueil encore, petit écrin, dans lequel les médailles du travail de fondeurs sont déposées et qui sera envoyé au Président de la République en 1977, en signe de rejet d'un rite institutionnel devenu obsolète. Les défilés ressemblent, d'une certaine manière, à des convois funéraires. Croix, semblants de cierge, graffiti aux allures d'épithaphes, le langage symbolique mobilisé est celui de la mort. Certains s'exclameront d'ailleurs : "On aura tout de même fait un bel enterrement" (Lecherbonnier, 2002, p.111). Le récit des fermetures d'entreprise se rapproche parfois de celui du décès d'un parent. Suivant en cela une tendance anthropomorphique, pour les salariés, la mort de leur "entreprise", c'est leur propre mort. "Ainsi dans la ville de M., quand ils ont fermé Moulinex. Les gens ont dit : si vous fermez l'usine, la ville meurt et nous avec" (Auby, 2002, p.5-6).

Mais les rites de fin ou de passage ont aussi un côté festif. Des "pots" officiels s'organisent entre pairs, avec la hiérarchie proche, dans les ateliers et les bureaux. Pots de départ qui s'égrènent jusqu'à saturation (Monjaret, 2001b, 2008), "fête de fermeture"⁹ du dernier jour, ces pratiques conviviales et rituelles sont surtout des contre-rituels, organisés par le groupe restreint de travail ou les syndicats s'opposant aux célébrations officielles qui émanent de la direction. Au regard des analyses de Jean-Pierre Hassoun (2005) sur la Bourse de Paris, on comprend comment, à l'événement, acte officiel de fermeture, répondent des "contre-événements" qui, eux, s'inscrivent dans le local.

Ces contre-événements agissent comme un remède. Il en est de même des productions de la "culture cultivée". La reconversion culturelle existe et elle n'est pas le seul fait de la scène muséale. Elle passe par des "activités expressives de tous ordres (...): productions littéraires, musicales, plastiques, cinématographiques ou photographiques, organisation de fête, constitution de secteurs d'érudition ou d'habileté" (Gérôme, 1984, p.123). En dehors d'auto-productions (poème, croquis, film), des associations d'anciens cadres, d'anciens ouvriers, souvent syndiqués, ont pris

⁹ « *Appellation étrange* », souligne François Bon (2004, p.129), qui y lit une pointe cynisme ou un paradoxe compte tenu de la situation sociale critique.

l'initiative d'organiser des lieux de rencontre et de parole. Andrée Bergeron et Bernard Doray (2005) témoignent le plus précisément de ce type de démarche, et ce, à partir de l'expérience d'ouvriers du textile du Nord de la France ayant travaillé dans des établissements tels que Levi's, Cellatex et Mossley. En passant par les mots, les ateliers d'écriture et de théâtre, animés par des professionnels, incitent au retour sur soi (Larose et *alii*, 2001; Burgi-Golub, 2002; Bon, 2004). Être sur scène apparaît comme une nouvelle façon de prendre la parole, au point que certaines ouvrières, certes rares, en feront leur métier. Le film est un autre mode d'expression qui conduit à une (re)présentation de soi, la création d'un musée vivant également. C'est ainsi que, selon Andrée Bergeron et Bernard Doray (2005), la culture se fait miroir. Loin de la culture fossile, elle aide aux changements, à la "transmutation" (Sautre, 1994, p.72-73).

PRÉFÉRER LE SILENCE...

Le "bruit" des salariés contraste avec le silence des patrons. Nous l'avons vu, du point de vue des salariés ou des syndicats, le silence, l'absence comme les mensonges ou les évitements, appartiennent aux stratagèmes déployés par le patronat pour freiner les éventuels conflits. Si les syndicalistes dénoncent ce "mur du silence", ils contribuent à l'entretenir, car dans le brouhaha des contradictions où chacun a tout intérêt à retenir, proclamer, préciser ou refuser l'information, le public et même les sidérurgistes ne parviennent pas à faire la part du fiable" (Charrasse, Deshayes, 1988, p.172). Le manque d'interlocuteurs finit par rendre la situation insoutenable, mettant les cadres les plus proches des salariés en porte-à-faux. Dans tous les cas, PDG d'usine ou directeur d'établissement public sont désignés comme des "fossoyeurs", rôles que certains d'entre eux refusent explicitement.

D'ailleurs, ce silence est aussi celui des "grands patrons", loin des préoccupations locales, s'adaptant aux règles que leur imposent le jeu économique plus souvent international. On le sait, les intérêts internationaux ne sont pas les intérêts locaux. Tout se joue dans les sphères économiques et politiques éloignées de la réalité quotidienne, celles du pouvoir d'actionnaires "intouchables".

À Noyelles-Godault, dans le Pas-de-Calais, l'entreprise Metaleurop Nord, spécialisée dans le retraitement des métaux, a fermé ses portes. (...) Mais dans ce cas, comme dans certains autres, on évoque une disparition programmée, en secret, de longue date. On s'indigne du "dépeçage" méthodique de l'entreprise par un actionnaire peu scrupuleux, qui choisit de ventiler les activités de Metaleurop Nord entre ses diverses unités de production à travers le monde, et de laisser à d'autres le soin de gérer les dommages occasionnés par la fermeture du site (Kokoreff, Rodriguez, 2004, p.76).

Les slogans des "Moulinex" reviennent, à leur manière, sur ces figures : "C'est nous les Moulinex, on s'fera pas foutre en l'air, et pour plaire aux actionnaires, on s'fera pas foutre en l'air..." (Magloire, 2002, p.157).

Le silence est également dans l'absence des patrons qui se sont éclipsés "*en douce*", qui déménagent "à la cloche de bois" (Bon, 2004, p.149). Ce thème, peut-être parce qu'il choque, est souvent retenu dans les documentaires sur lesquels Audrey Mariette s'est penchée, analysant la vision souvent militante du réalisateur, les choix d'une critique des effets du néolibéralisme (Mariette, 2005). On parle de "patrons-voyous" (Fajardie, 2003, p.23-27, p.100, p.102) ; mais plus fondamentalement, il est question de la fonction actuelle des managers et de leurs compétences (Linhart et *alii*, 2004, p.180). Ces attitudes de désertion vont d'ailleurs

(...) susciter de vives réactions de la part du gouvernement, qui rappelle les obligations légales et sociales des entreprises, s'indigne des procédés de certains "patrons voyous" et entreprend de renforcer l'arsenal législatif pour éviter que les firmes ne puissent se dérober de leurs responsabilités (Kokoreff, Rodriguez, 2004, p.76).

Ce contexte désemparant pour les salariés aura pour effet d'inciter au bout du compte aux revendications, ou au contraire, les laissera dans une sorte de léthargie, estompant les batailles d'arguments, coupant court à la parole collective pour préférer le repli individuel : attitudes adoptées par les ouvriers filmés et les agents du MAAO. Selon Danièle Linhart et ses collaboratrices, l'individualisation explique le "reflux de la capacité de contestation" (2004, p.180). Dans le cas des établissements publics, s'ajoute un sentiment d'indécence, le sort des agents d'état étant différent de celui des "Moulinex".

La fermeture passée, les souvenirs se sont arrêtés sur le seuil de la porte. Il s'agit de faire de cet événement, un non-événement. Mais, chaque établissement a son histoire, chaque fermeture conduit à des expériences singulières. Les professionnels du textile que Françoise Lafaye a rencontrés font, encore et toujours, l'impasse sur le temps de crise qui les a touchés vingt ans plus tôt, passent outre les fermetures de leur

usine comme si elles n’avaient jamais existé (Lafaye, 2005). On ne revient pas sur ce qui a brisé son identité au travail. Pour les ouvriers avec lesquels s’est entretenu Nicolas Renahy (2005), le contexte est différent, le “trou de mémoire”, nécessaire pour poursuivre sereinement sa vie appartient à l’histoire locale, car dans ces années quatre-vingt difficiles, eux ont eu la chance de rester, d’être réembauchés par le nouvel acquéreur de l’usine, alors que ce ne fut pas le cas pour tous, certains ayant été contraints de partir. Ce sont donc les conséquences heureuses qui sont retenues et non la période d’occupation de l’usine proprement dite, elle-même synonyme de la fin d’un syndicalisme villageois, “la fin d’un monde”, aurait dit Pierre Bourdieu (1993, p.407), qui a vu s’effriter les solidarités ouvrières, la fin d’un monde vécue, par certains ouvriers, comme la trahison d’un gouvernement de gauche. Plus récemment, la fermeture précipitée d’une maternité dans une petite ville renvoie le personnel à une double perte : le décès d’un nourrisson et l’arrêt définitif des activités de la structure dans laquelle il exerçait. Dououreux événements qui font se croiser récits de mort et récits de fermeture, et surtout révèlent la propre incapacité des personnels à réagir face à des pratiques critiquables et dangereuses, à souligner les carences d’un système hiérarchique, mais soulagement au final lorsque cela s’arrête. Cette situation explique certainement le silence et l’absence de mobilisation des professionnels de santé (Brustolin, 2004). La douleur convoque ici l’oubli, le silence, un silence si parlant, qu’il faudra bien exhumer pour déclencher le renouveau.

SORTIR DU SILENCE

C’est ce qu’ont pu vivre les professionnels du textile, grâce aux échanges stimulants avec l’ethnologue, en l’occurrence François Lafaye (2005), venue enquêter sur leur passé industriel ; la parole ainsi donnée s’est dénouée, et les salariés, plongés jusqu’alors dans un vide social, se sont retrouvés, parvenant à rompre pour partie la glace du silence et redécouvrant avec fierté leur identité de métier, une identité en je(u). En revanche, ils ne mettent pas toujours de mots sur l’événement, cause de la fracture. Difficile de revenir sur l’indicible, de le désigner. Cette désignation semble pourtant nécessaire pour effacer le traumatisme, donner raison à la fin. La commémoration de la fermeture du site Renault Boulogne-Billancourt de l’Île Seguin, décrite par Jean-Charles Leyris (2005), appartient bien à ce processus de réactivation de la mémoire, de renégociation avec des faits révolus. Ce retour en arrière permet au présent de reconquérir le passé, reconstruire une histoire, celle ici des ouvriers

immigrés syndiqués regroupés en association (Atris¹⁰) qui se retrouvent pour l'occasion sur la scène publique. Mais pas n'importe quelle scène. Le rendez-vous est pris en mars 2002, dix ans après la fermeture, sur une place face aux bâtiments de l'usine, la place de toutes les "manif". La commémoration est là pour se souvenir. Comme l'écrit Marguerite Duras, affectée sans doute par cette page de l'histoire industrielle qui tourne, l'établissement de la liste des noms de tous ceux qui ont travaillé dans ces lieux participerait de la construction mémorielle : "Ce serait une liste exhaustive, sans commentaire aucun, écrit-elle, (...) La vérité ce serait le chiffre encore incomparable, incomparable du nombre, le chiffre pur, sans commentaire aucun, le mot" (1993, p.135-136). Et pourtant, la mémoire ne se ravive-t-elle pas au son de la voix qui égrène chaque nom de la liste. Ce procédé n'est-il pas le symbole de la commémoration? Il est, d'ailleurs, repris, en *voix off*, dans le film réalisé lors de la fin de l'un des marchés à la criée, que Jean-Pierre Hassoun interprète comme une sorte « *d'auto-patrimonialisation* » (2005).

Le film permet en effet une "mise en boîte patrimoniale" (Tornatore, 2004, p.95), la trace visuelle d'un présent en train de basculer dans le passé. Plus encore, la réalisation d'un documentaire aide les acteurs à une prise de conscience de classe et de soi - les thèses d'Andrée Bergeron, Bernard Doray (2005) et Audrey Mariette (2005) se rejoignant ainsi. Parole et image contribuent de façon décisive au travail de la mémoire. Selon Jean-Louis Tornatore, quand aucune reconversion patrimoniale d'un site fermé n'est envisagée, la photographie - lieu de mémoire délocalisé, attaché non aux lieux mais aux personnes -, et le récit, restent les derniers objets possibles de sa patrimonialisation, l'écriture venant fixer les témoignages (Tornatore, 2005). Dans le contexte contemporain "néolibéral", ces productions culturelles de la fin, actes militants plus que sociaux, réponses altermondialistes, invitent aux débats, à la rencontre du militant, de l'artiste et du chercheur, remarque Audrey Mariette (2005) qui s'intéresse aux documentaristes et à leurs productions. Toutes ces démarches contribuent non seulement à sortir du silence mais aussi à avoir le sentiment de ne pas mourir.

"LA CONFUSION DES MONUMENTS"¹¹ : ENTRE MÉMOIRE ET OUBLI

Malgré ces engagements, il reste que les sites finissent par fermer. Dès lors, comment leur avenir s'envisage-t-il? S'il y a bien la fin d'un lieu, il y a, dans tous les cas,

¹⁰ « Association des anciens Travailleurs de Renault Île Seguin ».

¹¹ Titre que nous empruntons aux *Cahiers de Médiologie*, n° 7 (Debray, 1999).

le début d'une autre histoire : réindustrialisation grâce à un nouvel acquéreur, restitution du territoire à la collectivité locale, réhabilitation en logement ou en espace culturel, patrimonialisation, désertion, destruction... autant de façons d' "*accommoder les restes*" (Debary, 2003), de penser leur recyclage, leur reconversion, au même titre qu'à celui et celle des hommes. Ces restes, souvent des bâtiments vidés de leur contenu (objets et hommes à la fois), ont parfois plus que des allures de monument, ils sont déjà des monuments (Debray, 1999) sur lesquels le temps a œuvré. Et si le Palais Brongniart (site de la Bourse parisienne), le Palais de la Porte Dorée (siège du MAAO aujourd'hui fermé, ancien musée des colonies), les *Folies-Bergère*, etc. sont devenus des coquilles provisoirement vides, ils conservent tous, ancrés dans leurs murs, la force d'un héritage symbolique. Emblèmes, ils sont ; monuments, ils resteront ; patrimoine, ils seront revisités. En effet, pour que les lieux reprennent vie, ils devront passer par une re-patrimonialisation, devront remplir une nouvelle fonction. Le Palais de la Porte Dorée a accueilli en 2007 la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) qui compose encore aujourd'hui avec l'héritage colonial (Monjaret, Roustan, 2013).

D'autres lieux auront, eux, à conquérir leur inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Pour certains, en dépit de leur prestance magistrale, rien n'est acquis d'avance ; les enjeux locaux et nationaux sont de poids. Les hauts-fourneaux de Lorraine qui peuvent être considérés comme "monument-document" sont en cela un bon exemple. Jean-Louis Tornatore qui a travaillé dessus note que le glissement de la sphère industrielle à la sphère patrimoniale, et par là culturelle n'a rien d'évident (Tornatore 2005),

La création d'un musée est aussi sujette aux tensions, à la controverse entre les acteurs concernés (entreprise, cadres, syndicats, collectivités locales, associations, etc.)¹². Difficile alors de démêler l'écheveau des enjeux politiques locaux. Ainsi, en Lorraine,

les syndicats se sont longtemps opposés au projet de musée. Ici comme dans de nombreux bassins industriels, les militants ont défendu sans relâche le maintien de l'activité, ne s'ouvrant que très progressivement aux enjeux de la reconversion. Le musée était perçu comme un moyen de "faire passer", voire d'accélérer la fermeture des puits : adhérer à l'idée du lieu patrimonial revenait à favoriser le déclin de l'activité, ou du moins de l'accepter (Roth, 1999, p.73).

Certaines associations ont, au contraire, été à l'initiative d'enquêtes ethnographiques (Roth, 1997), de campagne d'acquisition de sauvegarde avant et après

¹² Sur la question de la reconversion industrielle, cf. entre autres : (Rautenberg, Faraut, 1994 ; Sautre, 1994 ; Roth, 1999 ; Peroni, Roux, 1999 ; Rautenberg, 2003 ; Tornatore, 2004).

la fermeture des lieux, veillant aux patrimoines de proximité. La fermeture d'usine devient donc le ferment nostalgique d'une passion patrimoniale (Bromberger, 1998), une manière de résister au temps et à l'effacement, allant parfois jusqu'à l'ouverture d'un musée ; ce dernier, conservatoire de savoir-faire, offre aux visiteurs une représentation d'un univers de travail habituellement clos. Dès lors,

les valeurs de la société ambiante confortées par un siècle d'une vie industrielle et sociale intense, déstabilisées par des crises successives et d'une ampleur considérable, se remettent au service d'une usine symbolique, en l'occurrence de la création d'un musée vers lequel chacun peut projeter une partie de soi, de son histoire personnelle, morceau de l'histoire collective (Sautre, 1994, p.71).

En Lorraine, les actions sont restées trop dispersées pour véritablement donner lieu à une politique patrimoniale. Une politique de la table rase aurait également été privilégiée. Se souvenir ou oublier, tel est le dilemme de ces projets... (Debary, 2003).

C'est ainsi que les bâtiments ont été désertés, laissés à la surveillance des vigiles et des chiens de garde, voire totalement abandonnés, attendant une éventuelle nouvelle destinée du lieu. Les friches industrielles délaissées marquent de leur sceau des territoires urbains ou ruraux, annoncent l'entrée dans une zone économiquement sinistrée (Goux, 1986), la mort d'une ville. Il arrive qu'elles soient rayées de la carte, condamnées à jamais à l'oubli, faisant l'objet d'une démolition brutale par dynamitage ou plus méthodique ; certains salariés évoquent l'"agonie" de l'usine Chausson : "Il a fallu longtemps pour qu'ils mettent tout par terre" (Linhart et *alii*, 2004, p.120). Yann Maury a minutieusement photographié le chantier de démantèlement du site industriel automobile de Renault sur l'île Seguin, chantier qui a progressivement offert ses entrailles au vent jusqu'à ne plus être (Maury, Leyris, 2005). Soucis iconoclastes, soucis économiques, les résultats sont là. Et si l'ingénieur parle pudiquement de la "déconstruction" d'un site, les salariés, quant à eux, voient dans le sort réservé à leur lieu de travail une pure "destruction" (Garçon et *alii*, 2002, p.3). De la sorte, les paysages urbains et ruraux sont remodelés, les territoires réaménagés. Il arrive même, que l'on colmate les brèches, bouche les trous laissés par les exploitants des gisements miniers, cependant si "la mine est fermée, les puits sont détruits", "la mine n'est pas morte" ; "elle a été enterrée vive" ; "le "travail" de la terre est restitué à la terre" (Roux, 1997, p.88).

La fermeture peut se transformer en ouverture. C'est le cas lors d'une délocalisation d'un établissement, de son transfert dans de nouveaux locaux. La pose de la première pierre, rite de re-fondation marquant une continuité symbolique, ne suffit cependant pas toujours à convaincre les personnels du départ. Le déplacement est vécu comme un déracinement (Monjaret, 2001a ; Hottin, 2004). De nouvelles

modalités d'existence se font jour pour eux. Il faut réapprendre à vivre dans les nouveaux locaux, se les approprier (Séverac, 1999).

Quand l'avenir est bouché, quand les traces des lieux ont disparu, quand il faut tout simplement passer à autre chose, c'est la parole qui aide à refermer les blessures. Grâce à un retour en arrière, le récit, en quelque sorte "du berceau à la tombe", teinté souvent de nostalgie, se reconstruit sur une base positive. L'usine redevient "le centre d'une vie désirable, alors même qu'au temps où ils (les ouvriers) y travaillaient elle n'était guère objet de désir" (Goux, 2002, p.102). De cette narration positive naît un mythe de l'Âge d'or.

(...) la destruction engendre un travail psychique par lequel le sujet remodèle son passé afin qu'il continue d'exister, pour lui ; et il lui faut le faire exister parce que c'est la condition pour qu'il se pense lui-même comme encore vivant (Goux, 2002, p.102).

La mémoire de la fermeture se trouve fragmentée, instable, multiple et controversée, c'est sa force et ses limites, explique Jean-Charles Leyris qui a ausculté les mémoires ouvrières des usines Renault (2005). Elle est celle de l'ouvrier, du cadre, du patron... Mémoires plurielles, elles sont encore vives dans certains cas, et déjà mortes dans d'autres.

En conclusion, on peut dire que la fermeture des lieux de travail est un objet de recherche complexe, qui mérite une attention particulière, car son étude apporte des clés de lecture sur l'état de la société contemporaine et de ces ancrages historiques.

Dans cet article, nous avons donc tenté un premier défrichage de ce processus spécifique, au risque de participer à la "beauté du mort" (Certeau, 1993), celle tirée du contexte de fermeture ou d'une apologie du temps perdu, celle engendrée par les effets de la mise en musée ou en écriture, qui tendent à une réduction du sensible. Il nous fallait ainsi en passer par là pour saisir *les temps d'un lieu*, le sens de la "fin". Sans doute peut-on dire que, par elle-même, la fermeture *est* ; mais l'important est pour nous ce qu'elle *dit*¹³ : des histoires qui se ressemblent et pourtant des histoires singulières... des histoires qui parlent de fermeture mais aussi d'ouverture. La culture du deuil ne se conjugue-t-elle pas avec une culture du projet?

BIBLIOGRAPHIE

AUBY Danielle. **Les corbeaux volent sur le dos**. Paris : La Chambre d'échos, 2002.

¹³ Pour reprendre la formule d'Alban Bensa et Éric Fassin : « *Sans doute peut-on dire que, par lui-même, l'événement est ; mais l'important est pour nous ce qu'il dit* » (2002, p.20).

BEAUD Stéphane, Michel PIALOUX. **Retour sur la condition ouvrière**. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard. Paris : Fayard, 1999.

BENSA Alban, Eric FASSIN. **Les sciences sociales face à l'événement**, *Terrain*, 2002, n°38, p.5-20.

BERGERON Andrée, Bernard DORAY. **Les "privés d'emploi"**: la culture pour miroir, *Ethnologie française*, "Fermetures : crises et reprises", 2005, n°4, p. 643-652 .

BON François. **Daewoo**, Paris, Fayard, 2004.

BOURDIEU Pierre (dir.). **La misère du monde**, Paris, Seuil, 1993.

BROMBERGER Christian. "Introduction", in **Christian Bromberger (dir.)**, **Passions ordinaires**. Paris, Bayard, 1998, p. 5-38.

BRUSTOLIN Valérie. **La fermeture de la maternité de Nogent-Le-Rotrou. À chacun sa perte**, Mémoire ad Hoc, DEA de Sciences Sociales, EHESS/ENS, 2004.

BUSCATTO Marie. "Voyage du côté des 'perdants' et des 'entrepreneurs de mémoire' - Retour sur le numéro 'Fermetures. Crises et reprises' dirigé par Anne Monjaret", **Ethnologie française**, 2006, n°4, p. 753-756.

BURGI-GOLUB Noëlle. "Exiler, désœuvrer les femmes licenciées", **Travail, Genre et Société**, 2002, n°8, p. 105-122.

CERTEAU Michel de. **La culture au pluriel**, Paris, Christian Bourgeois Éd, 1993 (1974).

CHARRASSE David, Jean-Louis DESHAYES. **Crise des rites. Rites de la crise dans les mines et la sidérurgie lorraine**, Rapport, Mission du Patrimoine Ethnologique, 1988.

DEBARY Octave. **La fin du Creusot ou l'art d'accommoder les restes**, Paris, CTHS, 2003.

DEBRAY Régis. "Trace, forme ou message?", **Cahiers de Médiologie** : "La confusion des monuments", 1999, n°7, p. 27-44.

DESALEUX David (photographies), LANGUMIER Julien, MARTINAIS Emmanuel (textes). **État des lieux. Les lieux de l'État**, Libel, Lyon, 2012.

DESSAJAN Séverine. "Petites mains et couturières, la confection à Fécamp", **Annales du Patrimoine de Fécamp**, 2010, n°17, p. 31-40

DURAS Marguerite. **Écrire**, Paris, Gallimard, 1993.

EIDELMAN Jacqueline, Anne MONJARET, Mélanie ROUSTAN (texte), Bernard Plossu (photographies), **MAAO Mémoires**, Paris, Marval, 2002.

EIDELMAN Jacqueline, Anne MONJARET, Mélanie ROUSTAN. "Musée des Arts d'Afrique et d'Océanie, mémoire d'une organisation", **Culture et musées**, 2003, n°2, p. 101-127.

FAJARDIE Frédéric H.. **Metaleurop. Paroles ouvrières**, Paris, Mille et une nuits, 2003.

FILIPETTI Aurélie. **Les derniers jours de la classe ouvrière**, Paris, Éd. Stock, 2003.

FOURMAUX Francine. "Folies-Bergère : les deux dernières revues", **Ethnologie française**, "Fermetures : crises et reprises", 2005, n°4, p. 617-626 .

GARÇON Anne-Françoise, Paul SMITH, Anne MONJARET, Gwenaél DELHUMEAU, "Pour introduire la réflexion...", **Cahiers CDHT, CNAM-EHESS "Démolition, Disparition, Déconstruction"**, 2002, n°11, p.1-6.

GÉRÔME Noëlle. "Les productions symboliques ouvrières. Contributions à une anthropologie sociale de la connaissance", **Ethnologie française**, 1984, n°2, p. 123-124.

GOUX Jean-Paul. **Mémoires de l'enclave**, Paris, Mazarine, 1986.

GOUX Jean-Paul. "À propos de mémoires de l'enclave", **Cahiers CDHT, CNAM-EHESS "Démolition, Disparition, Déconstruction"**, 2002, n°11, p. 93-104.

HASSOUN Jean-Pierre. "Dernières séances au palais Brongniard" (1988 et 1998) : événements et contre-événements, **Ethnologie française "Fermetures : crises et reprises"**, 2005, n°4, p. 627-642 .

HOTTIN Christian. "Les délices du campus ou le douloureux exil. Trois grandes écoles parisiennes face à leur transfert (1950-1980)", **Histoire de l'éducation**, 2004, n°102, p. 267-293.

KOKOREFF Michel, Jacques RODRIGUEZ. **La France en mutations. Quand l'incertitude fait société**, Paris, Payot, 2004.

LAFAYE Françoise. "Professionnels du textile : se construite une conscience fière", **Ethnologie française, "Fermetures : crises et reprises"**, 2005, n°4, p. 703-713.

LA GENARDIÈRE Claude de, Isabelle MARIN, Dominique SENASSON. "Laennec. Mort à l'hôpital, mort d'un hôpital", **Cahiers CDHT, CNAM-EHESS "Démolition, Disparition, Déconstruction"**, 2002, n°11, p.143-150.

LAROSE Christian, Sophie BEROUD, René MOURIAUX, Maurad RABHI. **Cellatex, quand l'acide a coulé**, Paris, Syllepse/vo, 2001.

LAZARSFELD Paul, Marie JAHODA, Hans ZEISEL. **Les chômeurs de Marienthal**, Paris, Minuit, 1988 (1932).

LECHERBONNIER Yannick. «La destruction de la SMN », **Cahiers CDHT, CNAM-EHESS** “Démolition, Disparition, Déconstruction ”, 2002, n°11, p. 105-114.

LEMPEREUR Jean-Marie. **Mémoire des ouvriers des ténèbres**, Paris, Syllepse, 1996.

LEYRIS Jean-Charles. “L’île Seguin dix ans après : une commémoration ”, **Ethnologie française**, “Fermetures : crises et reprises ”, 2005, n°4, p. 667-677 .

LINHART Danièle, Barbara RIST, Estelle DURAND. **Perte d’emploi, perte de soi**, Ramonville Saint-Agne, Erès, 2004 (2002).

MAGLOIRE Franck. **Ouvrière**, Récit, La Tour d’Aigues, Éd. de l’Aube, 2002.

MAISON DES HOMMES ET DES TECHNIQUES. **Fermetures de boîtes ...et après?**, Nantes, Editions du Centre d’histoire du travail, 2007.

MALSAN Sylvie. **Les filles d’Alcatel**. Histoire d’une reconversion industrielle, Toulouse, OCTARÈS Editions, 2001.

MARIETTE Audrey. “Silence, on ferme ! ” : regard documentaire sur les fermetures d’usine, **Ethnologie française**, “Fermetures : crises et reprises ”, 2005, n°4, p. 653-666 .

MARTIN Christophe. **Les mains bleues**, Lille, Le Sansonnet, 2001.

MAURY Yann (photographe), LEYRIS Jean-Charles. “En passant par l’île Seguin ”, **Ethnologie française**, “Fermetures : crises et reprises ”, 2005, n°4, p. 715-722 .

MONJARET Anne. “Fermeture et transfert de trois hôpitaux parisiens. L’ethnologue, accompagnateur social ”, **Ethnologie française** “Terrains minés ”, 2001a, n°1, p.103-115.

MONJARET Anne. “La fête, une pratique extra-professionnelle sur les lieux du travail ”, **Revue Cités**, 2001b, n°8, pp. 87-100.

MONJARET Anne. “La fermeture d’établissements publics : commande et devoir de mémoire”, in Bernard Traimond (dir.), **L’anthropologie appliquée aujourd’hui**, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux (Etudes culturelles), 2005a, p. 97-108.

MONJARET Anne. (dir.), **Ethnologie française**, “Fermetures : crises et reprises ”, n°4, 2005b.

MONJARET Anne. “Quand les lieux de travail ferment... ”, **Ethnologie française**, “Fermetures : crises et reprises ”, 2005c, n°4, p. 581-592.

MONJARET Anne. “La fête de fermeture de trois hôpitaux parisiens, ou comment se marque, se ritualise et se fabrique l’événement ”, in Michel BALARD, Noëlle GÉRÔME (dir.), **Les fêtes et leur histoire en Ile-de-France- Paris et Ile-de-France Mémoires**, revue de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l’Ile-de-France, 2008, t. 59, p. 333-356.

MONJARET Anne. “Rituel ”, in Philippe, Zawieja, Franck Guarnieri, Dictionnaire des risques psychosociaux, Paris, Le Seuil, 2014a (à paraître).

MONJARET Anne. “Ethnographie d’hôpitaux parisiens en situation de fermeture : entre l’urgence d’une sauvegarde et l’inscription dans une relation sociale durable ”, in Tiphaine BARTHELEMY, Philippe COMBESSIE, Laurent-Sébastien FOURNIER et Anne MONJARET (dir.) **Ethnographies plurielles. Déclinaisons selon les disciplines**, Paris, Éditions du CTHS/SEF, 2014b (à paraître).

MONJARET Anne, Mélanie ROUSTAN, Jacqueline EIDELMAN. “Fin du MAAO : un patrimoine revisité ”, **Ethnologie française** “Fermetures : crises et reprises ”, 2005, n°4, p. 605-616.

MONJARET Anne, Mélanie ROUSTAN. “La repatrimonialisation du Palais de la porte dorée : du musée des Colonies à la Cité nationale de l’histoire de l’immigration ” in Camille MAZÉ, Frédéric POULARD, Christelle VENTURA (dir.), **Les musées d’ethnologie. Culture, politique et changement institutionnel**, Paris, Editions du CTHS (coll. Orientations et méthodes), 2013, p. 101-126.

MORDILLAT Gérard. **Les vivants et les morts**, Paris, Calmann-Lévy, 2005.

MOUCHARIK Samia. “Le film Rêve d’usine. Une conception singulière de la “lutte “ ”, **Ethnologie française**, 2008, n°4, p. 723-735.

PAUGAM Serge. **Le salarié de la précarité**, Paris, PUF, 2000.

PERONI Michel, Jacques ROUX (dir). Historicité, localité et pratiques de patrimonialisation dans le bassin minier de la Loire, Rapport, Mission du patrimoine ethnologique, 1999.

POUCHELLE, Marie-Christine. “Fermeture d’hôpitaux, quelles clefs? ”, **Ethnologie française** “Fermetures : crises et reprises ”, 2005, n°4, p. 593-603.

POUCHELLE, Marie-Christine. “Fusions d’hôpitaux, tissages d’histoire ”, in Yannick MAREC, **Accueillir ou soigner ? L’hôpital et ses alternatives du Moyen Age à nos jours**, Rouen, Publication des universités de Rouen et du Havre (coll. Histoire & Patrimoines), 2007, p. 95-114.

RAUTENBERG Michel. **La rupture patrimoniale**, Grenoble, À la croisée, 2003.

RAUTENBERG Michel, François FARAUT (dir). “Patrimoine et culture industrielle ”, **Recherches en sciences sociales**, “Les chemins de la Recherche ”, Programme Rhône-Alpes, n°19, 1994.

RENAHY Nicolas. “Une occupation d’usine, chant du cygne d’un syndicalisme villageois ”,

Ethnologie française “Fermetures : crises et reprises ”, 2005, n°4, p. 691-702 .

ROTH Catherine. Bois de mine. Ethnographie d’un chantier d’abattage dans les mines de charbon en Lorraine, Sarraguemines, Éd. Pierron,1997.

ROTH Catherine. “Ethnologue, à propos du musée du bassin houiller lorrain ”, **Cahiers de la Maison de banlieue, Anthropologie et actions culturelles**, Centre culturel d’Athis-Mons, 1999, n°4, p. 72-75.

Roux Jacques. “Enterrée vive ! Le sens de la fermeture des mines dans la Loire ”, in **Bassin houiller de la Loire. Penser un territoire**, Ville de Saint-Étienne et musée de la mine, Saint-Étienne, mars, 1997, p. 85-93.

SAUTRE Gérard. “Mémoire explicitée, chemin d’accès à la culture : la culture technique en Lorraine sidérurgique ”, in Michel RAUTENBERG, François FARAUT (dir.), “Patrimoine et culture industrielle ”, **Recherches en sciences sociales**, “Les chemins de la Recherche ”, Programme Rhône-Alpes, 1994, n°19, p. 63-75.

SÉVERAC Nadège. “Le Centre de linguistique appliquée : une reformulation identitaire difficile ”, in Anne RAULIN (dir), **Quand Besançon se donne à lire**, Paris, L’Harmattan, 1999, p. 67-83.

TORNATORE Jean-Louis. “Beau comme un haut fourneau. Sur le traitement en monument des restes industriels ”, **L’Homme**, 2004, n°170, p. 79-116.

TORNATORE Jean-Louis. “L’”invention de la Lorraine industrielle ”. note sur un processus en cours ”, **Ethnologie française**, “Fermetures : crises et reprises ”, 2005, n°4, p. 679-689 .